

L'Humanité 8 mars 1932

MATHIEZ, HISTORIEN DE LA RÉVOLUTION FRANÇAISE

Albert Mathiez est mort il y a dix jours, frappé d'une congestion cérébrale en professant son cours à la Sorbonne. Il s'était consacré à l'étude de la Révolution française.

Mathiez fut un démocrate petit-bourgeois, un jacobin pétrifié en dehors du mouvement de l'histoire vivante. Des assimilations erronées l'amènèrent dans les rangs du Parti communiste au moment de la vague révolutionnaire qui suivit la guerre. La Révolution russe l'attirait, il l'admira sans la comprendre, confondant la dictature des sans-culottes avec la dictature du prolétariat. Le socialisme victorieux en U.R.S.S. le détacha de l'U. R. S. S. Quand l'historien Tarlé, mêlé au procès du parti des industriels, fut arrêté à Moscou en 1930, Mathiez, mêla sa voix aux imprécations « démocratiques » des ennemis du prolétariat international. Sur le champ de bataille de l'histoire, il s'était depuis longtemps rangé aux côtés des défenseurs de la propriété privée.

Il a mené— c'est un de ses mérites - la lutte contre les mensonges de l'histoire officielle, contre Michelet ennemi de Robespierre, contre Aulard apologiste de Danton. Il s'est acharné à crever, la légende dantonienne, mise en honneur par Auguste Comte et l'école positiviste, la légende de Danton canonisé depuis 1890 dans les universités, de la IIIe République. Car pour la bourgeoisie impérialiste, Danton, l'aventurier vénal, symbolise le patriotisme et l'union sacrée.

On a loué Mathiez de n'avoir pas omis le facteur économique dans l'histoire. Son ignorance du marxisme, sa méconnaissance du matérialisme dialectique ne lui ont pas permis de discerner la dynamique du développement des sociétés. Il a borné son horizon politique à la démocratie bourgeoise. Son « jacobinisme », à l'époque de l'impérialisme, recouvre un contenu réactionnaire. Mathiez s'apparente au « jacobin » Herriot, il est le grand homme des jeunes radicaux dont la phraséologie démagogique fraie la Voie au « Comité de Salut Public » bourgeois et au fascisme.

Mathiez, hypnotisé par la Révolution française, voit en elle un fait définitif dont l'histoire n'aura qu'à dérouler les conséquences. Il appelle quelque part Babeuf « le disciple et l'héritier de Robespierre ». Dans son désir de lier le prolétariat à la bourgeoisie, il écrit que « le droit ouvrier puise à la même source et à la même origine que le droit bourgeois ». En ce sens, il restera l'un des historiens aimés du réformisme.

Comme Jaurès, il est persuadé que la démocratie a, par elle-même, une vertu socialiste bien qu'il traite de factieux les ouvriers du faubourg Saint-Antoine descendus dans la rue à l'appel des Enragés ou d'Hébert ! Sans lui faire endosser les erreurs de jugement de *l'Histoire socialiste de la Révolution*

française de Jaurès, lequel «élargit » Marx à l'aide de Plutarque et de Michelet, on doit souligner que Mathiez considère le socialisme comme l'extension de la démocratie. Il n'admet le prolétariat que comme un allié et un appendice de la bourgeoisie en lutte contre ses ennemis.

« Tout le terrorisme français, a écrit Marx, dans un article de la *Neue Rheinische Zeitung* en 1848, ne fut qu'une manière plébéienne d'en finir avec les ennemis de la bourgeoisie, l'absolutisme, le féodalisme et l'esprit petit bourgeois ».

Pour Mathiez, tout le terrorisme français, toute la Révolution, c'est Robespierre. Il donne ainsi une analyse fautive des forces motrices de la Révolution. Il masque l'autre face du jacobinisme, sa face réactionnaire, tournée pleine de menaces, vers, le prolétariat et l'hébertisme. Il ne le montre que dans sa lutte contre la noblesse, et non dans sa répression contre le quatrième Etat.

Mathiez prend la défense des Montagnards contre les Girondins. Ceux-ci étaient des propriétaires imbus du sentiment des hiérarchies sociales, enrichis par le commerce des biens nationaux et des denrées.

«Les Girondins, écrit Mathiez, étaient-ils dans leur droit en confondant les Montagnards avec les communistes ? Les communistes ne formaient pas un parti. C'étaient des individus isolés, sans lien les uns avec les autres. La Commune avait juré de respecter les personnes et les propriétés. Robespierre répudia formellement le communisme. Il traita la loi agraire «d'absurde épouvantail présenté à des hommes stupides par des hommes pervers ». Sur ce point, Robespierre n'a jamais varié. Il a toujours considéré le communisme comme un rêve impossible et insensé. Il voulait mettre des bornes au droit de propriété, en prévenir les abus. Il ne songea jamais à le supprimer »<sup>1</sup>.

Quand se forma à Paris, autour de Varlet et de Jacques Roux, le parti des Enragés qui réclamait la guillotine pour les accapareurs, - parti que nous, communistes, saluons comme le porte-parole des ouvriers parisiens de 1793-Robespierre le combattit. « La liberté, s'écriait Jacques Roux devant la Convention, le 25 juin 1793, la liberté n'est qu'un vain fantôme quand une classe d'hommes peut affamer l'autre impunément ! » Le mouvement prenait un caractère nettement antijacobin. Les ouvriers pillaient les magasins, se faisaient livrer par force le savon, le sucre, la chandelle, à des prix qu'ils fixaient. « *On fut craindre par instants*, écrit Mathiez, qu'à la Révolution politique (?) succédât la Révolution sociale. Après les nobles, après les prêtres, après le roi, les riches auraient aussi leur tour <sup>2</sup> ». La bourgeoisie constitua un front unique contre le prolétariat. Danton propose que « les propriétés soient *éternellement* maintenues ». Marat accuse les pétitionnaires ouvriers d'être

---

<sup>1</sup> Mathiez, La Révolution française, tome II, p. 64-67

<sup>2</sup> ) Mathiez, La question sociale pendant la Révolution française, p. 29

des aristocrates déguisés, des stipendiés du royalisme (le vieil argument du communisme faisant le jeu de la réaction ne date pas d'hier). La Convention vote, le 18 mars 1793, la peine de mort contre quiconque proposerait la loi agraire, c'est-à-dire le partage des terres...

Mathiez est entièrement du côté de la conservation bourgeoise contre le prolétariat révolutionnaire. « Robespierre fournit en ce mois d'août 1793 un effort admirable. Il rendit d'abord à la Révolution un signalé service en la débarrassant de la démagogie des Enragés »<sup>3</sup>. Robespierre reprend contre eux les calomnies de Marat et fait jeter Jacques Roux en prison, où il se suicidera.

Cependant, la colère populaire grondait. La poussée hébertiste d'août et de septembre 1793 met la Terreur à l'ordre du jour, fait adopter la loi des suspects, arrache la taxe de toutes les denrées de première nécessité (le maximum), impose la création d'une armée révolutionnaire pour les réquisitions, sauve en un mot la République.

« C'est la guerre ouverte des riches contre les pauvres, ils veulent nous écraser, eh bien il faut les écraser nous-mêmes », déclare Chaumette. Hébert, dans le *Père Duchesne* appelle ses troupes, les serruriers et les ouvriers du bâtiment, à l'insurrection.

La Révolution se développe, la lutte contre la religion et « les préjugés de dix-huit siècles » s'intensifie. Sous la pression des masses, les boulangeries deviennent presque partout municipales, il n'y eut plus qu'une seule espèce de pain, le pain de l'Égalité. En décembre 1793, la carte de pain est introduite à Paris, puis la carte de viande, de sucre, de beurre. Les prolétaires, jusque-là dédaignés, sont adulés pour plaire aux sans-culottes, les bourgeois troquent le froc contre la petite veste courte, la carmagnole.

Le blason est enfin vaincu,  
Le rabat branle dans le manche  
La théologie est cul,  
La loi ne veut -plus de dimanche  
Tout leur fanatique opium  
Et leur dominus vobiscum  
Ne valent pas le maximum.

Cette chanson hébertiste en l'honneur de la taxation des denrées -on y trouve l'image que reprendra Marx dans sa phrase célèbre sur « la religion opium du peuple » - laisse éclater la joie des prolétaires qui veulent une égalité vraie et non verbale. Les excès provoquent la réaction des classes possédantes, qui feront de Robespierre l'exécuteur de leurs volontés. L'athéisme et le matérialisme du Père Duchesne sapent les « bases morales » de la société, c'est

---

<sup>3</sup> (2) Mathiez, La Révolution française: tome III, P.. 31.

« l'Incorruptible » qui sera chargé d'en finir avec ces ennemis de l'ordre Social et de la Vertu.

Contre Hébert, il fera dissoudre une grande partie des armées révolutionnaires départementales, il affaiblira l'armée révolutionnaire de Paris, et quand Hébert et Cartier en appelleront à l'insurrection, le 2 mars 1794, Robespierre fera arrêter les « conjurés » qui seront exécutés le 24 mars.

La destruction de la « faction hébertiste », comme s'exprime Mathiez, fut le coup mortel porté à la dictature jacobine elle-même. Robespierre a brisé la force motrice la plus conséquente de la Révolution, il a préparé avec sa propre fin, la victoire de la réaction thermidorienne.

Mathiez ne voit pas tout cela. Il ne comprend pas les lois du développement de la Révolution, pas plus que les fautes ni les faiblesses du jacobinisme.

En approuvant sans réserve les actes des jacobins, en renonçant à les critiquer, en se plaçant dans la première grande bataille du prolétariat moderne contre les classes possédantes du côté de la bourgeoisie, en condamnant les fossoyeurs futurs de « l'Ancien Régime » capitaliste, Mathiez ! trahit véritablement les traditions révolutionnaires des Jacobins. Il se place objectivement du côté de l'Ancien Régime capitaliste, il le défend dans ses conquêtes et dans ses œuvres contre les premières vagues de la révolution prolétarienne. Jean Fréville